Souss Massa : Comment dépasser le stress hydrique

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 18-12-2009 12:17:18

· La région connaît un déficit annuel de 250 millions de m3
· Meilleure gestion des ressources

LA problématique de l'eau était au coeur du débat en fin de semaine dernière à Agadir et ce, lors du Salon international des fruits et légumes (SIFEL). La rencontre, à laquelle ont participé des experts, chercheurs et représentants des secteurs public et privé concernés avait pour thème : «L'eau dans le Souss: contraintes, enjeux et horizons ». En effet, la situation hydrique dans la Région Souss-Massa-Draâ, jugée très alarmante, place la problématique autour de l'eau au centre des préoccupations des opérateurs du secteur.

Le Souss, précise Mhamed Fasskaoui, Secrétaire Général de l'agence du bassin hydraulique du Souss Massa, dispose d'un potentiel hydraulique renouvelable de 425 millions de m3. Or, l'exploitation et les prélèvements d'eau atteignent 669 millions de m3, ce qui équivaut à peu près à un déficit annuel de 250 millions de m3. Ce déficit chronique dans la zone influe sur le niveau de la nappe phréatique qui accuse une baisse annuelle continue atteignant deux à trois mètres selon les endroits. Pour ce qui est des eaux superficielles, les apports annuels de la région sont évalués à 668 millions de m3 dont seulement 374 millions de m3 sont mobilisés au niveau des huit barrages du Souss. Une régularisation de petits et grands ouvrages hydrauliques serait souhaitable pour mobiliser et optimiser un plus grand volume d'eau de pluie au lieu de la laisser se déverser dans l'océan. La mobilisation des eaux de surface va de pair avec la valorisation de l'eau par la généralisation du système du goutte-à-goutte pour l'irrigation chez les grands et les petits agriculteurs afin de réduire la surexploitation de la nappe au-delà de ses capacités de recharge.

Il faut aussi, souligne Aberrazak Mouisset, président de l'Apefel, limiter l'extension de nouvelles superficies irriguées. La promotion de la recherche scientifique et la création de stations de dessalement d'eau de mer, d'épuration des eaux usées, sont autant de solutions proposées pour gérer cette situation de crise. De fait, tous les intervenants ont souligné l'urgence de la sauvegarde et de l'économie des ressources hydriques afin de créer un équilibre entre l'offre et la demande. La survie de la région du Souss-Massa-Draâ, leader en agriculture, est tributaire des ressources phréatiques de la zone.

En marge du Sifel s'est tenue une autre table-ronde sur la place des fruits et légumes dans le Plan Maroc vert (PMV), un an après le lancement du projet. Ce plan stratégique pour le développement du secteur agricole au Maroc est une véritable feuille de route qui a été élaboré à partir d'un diagnostic approfondie et qui a, par ailleurs, souligné certaines failles dont souffre le secteur. Il faut citer, entre autres, le morcellement des exploitations et la trop grande superficie que le Maroc consacre à la culture des céréales, pas toujours rentable (+ de 75% de ses superficies). La mise en place du Plan Maroc vert par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime vise la mise à niveau et l'encadrement du secteur agricole dont l'importance économique et sociale est prioritaire pour le pays. Il est axé autour de quatre orientations majeures à savoir la contribution à la garantie

de la sécurité alimentaire, l'amélioration des revenus des agriculteurs, la protection et la conservation des ressources naturelles et l'intégration de l'agriculture au marché national et international.

A court et à long termes, il s'agit de relever de nouveaux défis de réduction des disparités, d'ouverture et de compétitivité, surtout que de nouveaux pôles sont en train d'émerger et risquent de concurrencer les exportations marocaines, notamment la Tunisie, l'Algérie et l'Egypte. La feuille de route que représente le PMV a donc pour ambition de rendre compétitifs les produits agricoles marocains sur le marché international. Une agriculture durable doit pouvoir satisfaire les besoins croissants de la population et s'imposer à l'International.

Le PMV repose donc sur des objectifs chiffrés en matière de production, d'exploitation et d'introduction de nouvelles technologies. Les objectifs globaux, avance A. Hilali, directeur de l'Ormva, se situent au niveau du PIB, de l'emploi et du revenu des agriculteurs. Sur le plan du PIB, le PMV vise, en effet, une augmentation de 70 à 100 milliards de DH sur 15 ans. Sur le volet emploi, il vise à doubler l'offre d'emplois dans le secteur agricole.

Fatiha NAKHLI
L'économiste